



## **Les nouveaux enjeux de l'eau et leurs effets sur les agriculteurs**

*Dyborn Chibonga, Président, NASFAM, Malawi*

Quarante-six ans après son indépendance, la richesse du Malawi continue à dépendre de l'agriculture, en dépit de certains progrès accomplis en matière d'industrialisation. Cependant, ce secteur essentiel de l'économie est confronté à une kyrielle de défis, notamment la dégradation intensive des terres, le sous-développement des systèmes d'irrigation, la déforestation latente, les effets négatifs du changement climatique et une utilisation non durable des terres. Face à ces obstacles, le pays présente néanmoins un potentiel énorme, notamment grâce à ses ressources aquifères importantes pour l'irrigation. Ce document vise dès lors à exposer les défis auxquels les agriculteurs africains, en particulier au Malawi, sont confrontés en ce qui concerne l'eau.

Il est orienté sur la perspective des petits agriculteurs et s'inspire de l'expérience de la National Smallholder Farmers' Association of Malawi (NASFAM). Les petits agriculteurs malawiens représentent environ 90 % de l'ensemble des exploitants mais leur contribution est généralement entravée par les nombreux écueils auxquels ils doivent faire face. Certains sont propres au Malawi mais d'autres sont plus généralisés, notamment les coûts élevés des intrants, l'absence de marchés, le manque d'infrastructures rurales, des services d'extension inadaptés et l'absence de technologies agricoles modernes adaptées leur permettant de renforcer leur productivité et donc leur production. Si cette petite agriculture africaine est donc entravée de toutes parts, ce document se limitera aux enjeux liés à l'eau au Malawi, question que l'on retrouve dans d'autres pays africains, les petits agriculteurs ayant de nombreux points communs quel que soit le pays.

Ces défis liés à l'eau découlent principalement de divers facteurs, notamment l'incapacité des agriculteurs à utiliser les technologies d'irrigation, d'approvisionnement en eau et d'agriculture de conservation ; leur incapacité à adopter les technologies modernes à cause au niveau élevé d'analphabétisme ; et l'émergence de questions liées au changement climatique, qui contraignent les petits agriculteurs africains à adapter les mécanismes durables d'atténuation et de réaction. Ces problèmes sont d'autant plus à déplorer que l'Afrique, en particulier l'Afrique sub-saharienne, est naturellement dotée de ressources en eau et de terres arables de bonne qualité, lesquelles, combinées avec des technologies adaptées, stimuleront les économies africaines à prédominance agricole. Cependant, l'Afrique est trop dépendante de l'agriculture pluviale, à présent menacée par le changement climatique. Dans de nombreuses régions africaines, les modèles de précipitations deviennent très erratiques, imprévisibles et peu fiables. On observe de plus en plus d'inondations et de sécheresses. Les saisons et les modèles deviennent de plus en plus variables. Les problèmes liés à l'eau auxquels les agriculteurs sont confrontés sont donc loin d'être solutionnés.

Face à ces obstacles, l'Union africaine (UA), via le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), a développé le Programme détaillé pour le développement agricole de l'Afrique (CAADP) dont le premier pilier porte notamment sur les questions de l'eau. Si les États membres adoptent les stratégies du CAADP, ces problèmes seraient minimisés, au bénéfice des agriculteurs. Au niveau national, le gouvernement malawien, à travers sa stratégie de croissance et de développement (MGDS), a développé des stratégies de réponse à certains de ces enjeux liés à l'eau. Par ailleurs, des politiques d'irrigation et de gestion des terres ont été développées afin de répondre à certaines de ces questions. Le plus intéressant, c'est que les petits agriculteurs malawiens relèvent ces défis, avec le soutien d'organisations de la société civile telles que la NASFAM. Ils ont ainsi adopté des stratégies telles que l'agriculture de conservation, le développement de l'irrigation à petite échelle, les cultures résistantes à la sécheresse et l'adoption de bonnes pratiques agricoles. Ces stratégies doivent être renforcées et étendues et le gouvernement malawien doit donner des orientations politiques claires afin que les pratiques bénéficient aux petits agriculteurs. C'est pourquoi ce document propose des recommandations au gouvernement et aux OSC afin de mieux relever ces défis. Il soutient que l'approche à parties prenantes multiples et l'implication sont essentielles afin de répondre aux enjeux liés à l'eau qui affectent les petits agriculteurs.